

SUR DÉCISION D'OUYAHIA

Vers la liquidation de CNMA-Banque

Le chef du gouvernement a mis fin, en août dernier, aux activités de crédits de la CNMA et à celle de leasing de la Salem. Ces deux banques sont passibles de retrait d'agrément pour dilapidation de deniers publics (créances et crédits irrécouvrables, gestion laxiste, abus de biens sociaux...). La CNMA est soumise à l'audit, par l'IGF, de son patrimoine et à une liquidation prévisible, et la Salem est mise en liquidation. Quant à la Badr, elle devient le relais en matière de crédits bancaires et leasing des matériels agricoles fabriqués localement.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Coup de tonnerre sur la place bancaire et le secteur agricole. Le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, a décidé de mettre fin aux activités de crédits de la Caisse nationale de mutuelle agricole (CNMA)-Banque et à celle de leasing de la Société algérienne de leasing mobilier (Salem). Ces deux banques sont éligibles au retrait d'agrément et à la liquidation. Décision prise lors d'un conseil interministériel, tenu le 16 août 2008, qui a examiné le dossier du leasing du matériel agricole, celle-ci est motivée par «la sauvegarde des deniers publics et des biens de la collectivité locale».

Les griefs retenus contre les deux banques

Première source de griefs, l'agrément en mars 2005 de la CNMA-Banque soulève des interrogations - du fait que la loi sur la monnaie et le crédit prohibe les relations d'affaires entre toute banque et ses actionnaires, alors que les actionnaires et les clients de la CNMA-Banque sont agriculteurs. Second grief, le manque d'expérience des membres des organes dirigeants de la CNMA-Banque, en majorité des exploitants agricoles. Mais le motif principal est lié aux

créances accumulées par la CNMA-Banque. En trois années seulement, cette banque a accumulé près de 17 milliards de dinars de créances difficilement recouvrables et se retrouve avec un actif net négatif de 15 milliards de dinars. Ce qui rend cet établissement passible des sanctions prévues par le code du commerce, tout comme il est légalement éligible au retrait d'agrément, conformément à l'article 89 de la loi sur la monnaie et le crédit, pour manque de minimum de capital légal.

S'agissant de la Salem, il lui est reproché le «laxisme dans sa gestion, refusant de tenir compte des avis de ses actionnaires, les banques publiques». Il est également reproché à cette société «un dévoiement» de sa mission, assimilable à «un abus de biens sociaux, à travers l'engagement de plus de 100 millions de dinars en prêts pour achat de véhicules particuliers pour les cadres du secteur de l'agriculture». Une opération «maquillée» sous la dénomination de «leasing véhicules», indique-t-on.

La Salem cumule désormais près de 2 000 millions de dinars de crédits leasing, qu'elle est incapable de recouvrer. Elle affiche un passif de 4 125 millions de dinars, un



La CNMA audité par l'IGF

déficit de 665 millions de dinars et des fonds propres limités à 10 millions de dinars seulement. Au regard de cette situation, la Salem se retrouve passible de la procédure de faillite en application de l'article 715-bis du code de commerce, et du retrait d'agrément en application de l'article 89 de la loi sur la monnaie et le crédit.

Suspension des activités de crédits et de leasing

En conséquence, le gouvernement refuse d'engager des deniers publics, à travers les banques dont l'Etat est propriétaire et le Trésor, dans les plans de redressement présentés respectivement pour ces deux établissements. En ce sens, les ministres des Finances et de l'Agriculture et

du Développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de notifier officiellement cette décision aux organes dirigeants des deux établissements ainsi qu'aux actionnaires publics de ces deux institutions.

Il est mis fin aux activités de crédits de la CNMA-Banque et à celle de leasing de la Salem qui entre dans le cadre de la politique publique d'aide à l'agriculture. En outre, la Banque algérienne de développement rural (Badr) devient le relais pour les crédits bancaires et promotion du leasing des matériels agricoles de fabrication locale.

Vers une nouvelle politique de leasing

En outre, le P-dg de la Badr est mandaté par le gou-

vernement pour animer un groupe de travail regroupant des représentants des ministères des Finances, de l'Agriculture et du Développement rural ainsi que d'entreprises publiques productrices de matériel agricole. Chargé d'élaborer des recommandations pour une politique de leasing efficace, ce groupe de travail devra présenter les conclusions, en conseil interministériel, durant la première quinzaine du mois d'octobre 2008.

De même, Ahmed Ouyahia a instruit le ministre de l'Agriculture et du Développement rural de mettre au point, avec les entreprises publiques concernées, un programme de réparation de 1000 moissonneuses-batteuses. Une opéra-

tion destinée à contribuer à la maîtrise de la prochaine campagne de moissons et battages et qui fera l'objet d'un compte rendu, lors d'un prochain conseil interministériel consacré à ce dossier, prévu durant la première quinzaine du mois d'octobre prochain.

La CNMA sera audité et la Salem liquidée

Soucieux de rétablir la CNMA dans sa vocation initiale de mutuelle des agriculteurs et de préserver son patrimoine et son réseau de toute dissipation, le chef du gouvernement a décidé de requérir l'Inspection générale des finances (IGF) pour procéder à un audit du patrimoine de la CNMA, aux fins de l'évaluer et de relever toute distraction qui aurait déjà été consommée. Ahmed Ouyahia a chargé en ce sens le ministre des Finances d'instruire l'IGF et de lui fixer les termes de cette mission et le ministre de l'Agriculture de veiller à la facilitation de cet audit et de prévenir toute tentative de dissipation de documents, de biens et autres moyens qui sont actuellement en possession de la CNMA-Banque. En sa qualité d'assemblée générale des banques publiques, actionnaires de la Salem, le ministre des Finances doit veiller à la conduite de la liquidation de cette institution financière et de toutes les procédures y afférentes. Il est également chargé de veiller au remboursement diligent, par les bénéficiaires, des prêts pour acquisition de véhicules accordée par la Salem, en violation de son cahier des charges.

C. B.

LE GROUPE LAFARGE RISQUE DE DOMINER LE SECTEUR DU CIMENT

Atteinte à la loi sur la concurrence ?

Le groupe français Lafarge risque-t-il de détenir une position dominante dans le secteur du ciment en Algérie et de contrevenir ainsi à la loi sur la concurrence ?

Leader mondial des matériaux de construction, le groupe français Lafarge étend son implantation en Algérie. Fin 2007, cet opérateur avait acquis les deux cimenteries du groupe égyptien Orascom Cement Algérie, implantée l'une à M'sila et la seconde à Sig dans la wilaya de Mascara, et d'une capacité globale de 8 millions de tonnes par an. Avec l'objectif de porter la capacité de la première unité à 7,5 millions de tonnes par an et celle de la seconde à 5 millions de tonnes par an. Quelque mois après, l'opérateur français entre dans le capital d'une cimenterie publique du centre du pays.

Lafarge acquiert 35 % du capital de la cimenterie de Meftah dans la wilaya de Blida, outre l'obtention d'un contrat de management d'une durée de dix ans. Une acquisition de l'ordre de 43,5 millions d'euros et qui vise à porter la capacité de production de cette cimenterie de 0,8 million de tonnes à plus d'un milliard

de tonnes annuelle, voire 1,5 milliard de tonnes par an.

Objectif, une capacité de production de 15 millions de tonnes

Le groupe français concrétise ainsi son objectif de renforcer sa présence en Algérie, à moyen terme dans le secteur des ciments et des granulats. Il vise en fait à augmenter la production de ciments à hauteur de 15 millions de tonnes par an, en consentant des investissements de plusieurs centaines de millions d'euros. Dans ce but, la réalisation d'une cimenterie dans la wilaya de Oum El-Bouaghi, d'une capacité standard de 2,5 millions de tonnes par an, est projetée par le groupe. Cela même si cette réalisation reste encore sujette à confirmation et que l'on croit savoir que la gestion de ce projet, d'ordre privé, aurait été confiée à un ex-directeur général d'un holding public. Ce qui est contraire à l'instruction gouvernementale interdisant aux cadres du secteur

public d'exercer des fonctions dans le secteur privé pendant les deux années qui suivent leur départ en retraite.

Une expansion possible

Au-delà de cette question et de la controverse qui a suivi la cession d'actifs de Orascom Cement au groupe Lafarge, la question se pose de savoir si l'expansion tous azimuts de ce constructeur dans notre pays, tant à l'ouest et le centre qu'à l'est, éventuellement, est conforme ou non à la réglementation et législation en vigueur. Un questionnement légitime même si le code des investissements ainsi que le cadre législatif régissant la privatisation des entreprises publiques ne l'interdisent aucunement. Selon des experts, aucune limite n'est fixée aux investissements ou acquisitions d'actifs par des opérateurs étrangers. D'autant que ces investissements sont réalisés librement, dans tous les secteurs dont la cimenterie, et sont protégés et bénéfices d'avantages multiples.

Mais...

A charge toutefois que ces acquisitions soient conformes

à la réglementation en matière d'appels d'offres et de conditionnalités des cahiers de charges. A condition aussi que l'Etat sache exercer son droit d'intervention, l'action spécifique, même si elle reste limitée dans le temps.

Voire, que l'Etat oblige ses partenaires étrangers à respecter leurs engagements en matière de préservation des emplois, création d'emplois et maintien de leur activité. Ce qui reste problématique d'autant que certains opérateurs étrangers n'ont pas respecté scrupuleusement ces obligations. Et même, ces opérateurs, actionnaires majoritaires, sont parfois tentés de céder une partie de leurs actifs sans respecter le droit de préemption pour l'Etat.

La loi sur la concurrence prohibe tout monopole

Toutefois, cette expansion peut être antinomique avec la législation en matière de concurrence. En effet, la nouvelle loi du 25 juin 2008, relative à la concurrence, considère «comme pratique ayant pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le libre jeu de la concurrence, tout acte et/ou contrat, quels que

soient leur nature et leur objet, conférant à une entreprise une exclusivité dans l'exercice d'une activité...». En d'autres termes, il s'agit d'interdire tous les actes et contrats conférant une exclusivité et de prévenir toute position monopolistique des agents économiques sur le marché. Ce qui pourrait entraîner, la loi étant claire à ce sujet, des abus de position dominante et monopolistique, à caractère horizontal et vertical et la répartition des parts de marché entre les différents opérateurs économiques.

Lafarge serait-il concerné ?

Une éventualité qui pourrait concerner cet opérateur étranger s'il acquiert des parts de marché trop importantes, au-delà de la limite fixée à 45% — en rappelant que la production nationale, de l'ordre de 15 millions de tonnes par an, ne suffit pour satisfaire des besoins évalués à 25 millions de tonnes à moyen terme. Ce qui serait favorable aux ambitions du groupe Lafarge de satisfaire plus de la moitié de ces besoins, et d'acquérir ainsi une position quasi dominante.

Mais ce qui pourrait toutefois constituer une menace sur le marché national du ciment qui connaît une mainmise de plus en plus croissante des opérateurs arabes et européens. Des opérateurs qui pourraient ainsi imposer leur contrôle et leurs desiderata.

Et l'Etat, que fera-t-il ?

Tout en relevant que le conseil de la concurrence, prévu par la loi et chargé de réguler le marché, n'est pas encore opérationnel. Et en constatant que les opérateurs étrangers peuvent contourner d'une manière ou une autre les rigidités légales.

Dans ce contexte, l'Etat a-t-il l'intention d'agir concrètement, tel que la récente intervention présidentielle l'a laissé supposer à propos de certains opérateurs arabes ? Ou bien laissera-t-on encore la bride lâchée aux opérateurs étrangers même au risque de ne plus bénéficier des transferts de technologies et de savoir-faire attendus des opérations de partenariat et de privatisation et nonobstant les bonnes intentions affichées de ces opérateurs ? A suivre.

C. B.